



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2019.02/21

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 25 février 2019

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	24
Nombre de Pouvoirs	09
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **05 mars 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, le **vingt-cinq février** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 15 février, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA** (représenté par Pascal LEFEBVRE jusqu'à son arrivée en séance à 18h47), Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (représenté par Daniel FIDELIN jusqu'à son arrivée en séance à 18h47), Sophie **CAPELLE**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI** (non représentée jusqu'à son arrivée en séance à 18h37), Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Dominique THINNES
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Gilbert FOURNIER
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Emmanuel DELINEAU
Gérard **DELAHAYS** donne pouvoir à Patricia DUVAL
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Jean-Pierre QUEMION
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Luc GONFROY

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 25 février 2019

2019.02/21

FINANCES – DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE TLE (TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT)

M. Laurent GILLE, adjoint au maire. – La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) nous propose d'admettre en non-valeur une Taxe Locale d'Equipement (TLE). En effet, M. Gérald ODIEVRE, redevable de 1 843 € d'une TLE relative au permis de construire n° PC4470601063, a déposé un dossier auprès de la commission de surendettement des particuliers de Seine-Maritime.

Le comptable chargé du recouvrement ne pouvant plus agir, la Direction Générale des Finances Publiques nous transmet le dossier pour avis. A défaut de délibération dans le délai de 4 mois à compter du courrier, notre avis sera réputé favorable.

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître des écritures de prise en charge du comptable les créances irrécouvrables.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 ;

VU le courrier de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 26 novembre 2018 ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des finances, des espaces publics et des cimetières ;

CONSIDERANT

- Le courrier de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 26 novembre 2018 demandant à la Ville de Montivilliers de statuer sur l'admission en non-valeur de la taxe locale d'équipement de 1 843 € dont est redevable M. Gérald ODIEVRE ;
- L'impossibilité pour le comptable public d'agir en recouvrement à l'encontre de M. Gérald ODIEVRE du fait de l'ouverture de son dossier auprès de la commission de surendettement des particuliers ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De donner un avis favorable à l'admission en non-valeur de la Taxe Locale d'Equipement de 1 843 € dont est redevable M. Gérald ODIEVRE.**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 01

Nature et intitulé : 6541 Créances admises en non-valeur

Montant de la dépense : 1 843 euros

ADOPTEE A L'UNANIMITE des suffrages exprimés.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.